

23 juin 1848 : Insurrection ouvrière à Paris

Le 23 juin 1848 éclatent à Paris de violentes émeutes de la faim provoquées par la fermeture des Ateliers nationaux. Ces ateliers de bienfaisance avaient été créés quelques mois plus tôt par le gouvernement provisoire de la II^e République. Ils avaient pour vocation de procurer aux chômeurs un petit revenu en échange d'un travail symbolique. Dans la foulée, le gouvernement provisoire avait même publié un décret réduisant d'une heure la durée de la journée de travail pour tous les salariés parce que, selon ses termes, «*un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé mais en l'empêchant de cultiver son intelligence porte atteinte à la dignité de l'homme*». C'est ainsi que la journée de travail était tombée à... dix heures à Paris et à onze en province (serait-ce que le travail est plus éprouvant à Paris qu'ailleurs ?).

La République trahit les ouvriers

Une Assemblée constituante est élue le 13 avril dans la précipitation pour mettre en place les institutions de la II^e République.

Le suffrage universel amène à l'Assemblée une forte majorité de notables provinciaux, très conservateurs et méfiants à l'égard du peuple ouvrier de Paris.

Dans l'attente d'une Constitution, c'est une Commission exécutive issue de l'Assemblée qui dirige le pays.

Elle décide le 20 juin de supprimer les Ateliers nationaux avec l'espoir d'étouffer ainsi l'agitation ouvrière. C'est le contraire qui se passe. Sur 120.000 ouvriers licenciés par les Ateliers nationaux, 20.000 descendent dans la rue le 23 juin 1848. Ils forment jusqu'à 400 barricades. La Commission exécutive charge le général Louis-Eugène Cavaignac de la répression. Celle-ci est terrible, à la mesure de l'effroi qu'éprouvent les bourgeois de l'Assemblée. Le 25 juin 1848, les insurgés résistent encore à l'Est de la capitale, entre Bastille et Nation. Monseigneur Denis Affre, archevêque de Paris (55 ans), s'interpose entre les insurgés et la troupe, sur une grosse barricade, à l'angle des rues de Charenton et du faubourg Saint-Antoine. Un crucifix à la main, cet homme d'un naturel timide appelle les frères ennemis à la réconciliation. Les coups de feu s'interrompent. Mais un roulement de tambour réveille les pulsions de mort. Les coups de feu reprennent. L'archevêque s'écroule. Il murmure avant de mourir : «*Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis*». Le lendemain, le général Lamoricière prend d'assaut cette barricade ainsi que toutes celles qui suivent (au total 65 entre Bastille et Nation !). C'est la fin de l'insurrection. Au total, du 23 au 26 juin, en trois jours de combats dans l'ensemble de la capitale, on relève 4.000 morts parmi les insurgés et 1.600 parmi les forces de l'ordre. Le gouvernement républicain arrête 15.000 personnes et en déporte des milliers sans jugement. Les journées de Juin 1848 coupent la II^e République de sa base populaire. Signe des temps, le 9 septembre 1848, le décret du 2 mars sur la journée de dix heures est abrogé. Aux élections présidentielles de décembre 1848, l'absence d'une opposition républicaine de gauche et le discrédit dans lequel sont tombés les républicains permettent au prince Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de l'Empereur, de se faire élire président de la République sans trop de mal, en promettant la paix et des réformes sociales.